

ATTESTATION CONCERNANT LA LEGISLATION APPLICABLE

Règlement (CEE) n° 1408/71: article 13.2 d; article 14.1 a; article 14.2 a; article 14.2 b; article 14 bis 1 a), 2 et 4; article 14 ter 1, 2 et 4;
article 14 quater a; article 14 sexies; article 17
Règlement (CEE) n° 574/72: article 11.1; article 11 bis 1; article 12 bis 2 a, 5 c et 7 a; article 12 ter

Le formulaire doit être rempli en caractères d'imprimerie, en utilisant uniquement les lignes pointillées.
Il se compose de quatre pages; aucune d'entre elles ne peut être supprimée

1.	<input type="checkbox"/> Travailleur salarié	<input type="checkbox"/> Travailleur non salarié
1.1	Nom(s) de famille (*):	
1.2	Prénom(s)(*):	
1.3	Nom(s) antérieur(s):	
1.4	Date de naissance	Nationalité
1.5	Adresse habituelle	
	Rue:	N°: Boîte:
	Localité:	Code postal: Pays:
1.6	N° d'identification personnel (*)	

2.	<input checked="" type="checkbox"/> Employeur	<input type="checkbox"/> Activité non salariée
2.1	Nom ou raison sociale:	
2.2	N° d'identification (*):	
2.3	L'employeur est une agence de recrutement	oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>
2.4	Adresse habituelle	
	Téléphone:	Télécopieur: Courriel:
	Rue:	N°: Boîte:
	Localité:	Code postal: Pays:

3.	L'assuré désigné ci-dessus	
3.1.	<input type="checkbox"/> a été employé par l'employeur mentionné ci-dessus depuis le	
	<input type="checkbox"/> exerce une activité non salariée depuis le	
	à/au/en	
3.2	<input type="checkbox"/> est détaché ou exercera une activité non salariée pendant une période allant probablement	
	du au	
3.3.	<input type="checkbox"/> dans l'/les entreprise(s) ci-après <input type="checkbox"/> sur le navire ci-après	
3.4.	Nom(s) ou raison(s) sociale(s) de l'entreprise ou du navire:	
3.5.	Adresse(s)	
	Rue:	N°: Boîte:
	Localité:	Code postal: Pays:
	Rue:	N°: Boîte:
	Localité:	Code postal: Pays:
3.6.	N° d'identification (*):	

4. Qui verse le salaire et les cotisations de la sécurité sociale du travailleur détaché ?

4.1 L'employeur désigné au point 2

4.2 L'entreprise désignée au point 3.4

4.3 Autre dans ce cas, indiquer le nom

..... et

Adresse

Rue: N°: Boîte:

Localité: Code postal: Pays:

5. L'assuré reste soumis à la législation du pays (1)

5.1. conformément aux dispositions de l'article

13.2.d

14.1.a 14.2.a 14.2.b 14 bis 1 a 14 bis 2 14 bis 4

14 ter 1 14 ter 2 14 ter 4 14 quater a 14 sexies 17

du règlement (CEE) n° 1408/71

5.2. du au

5.3 pour la durée de l'activité (voir lettre de l'autorité compétente ou de l'organisme désigné dans le pays d'emploi qui autorise l'assuré à rester soumis à la législation de l'Etat d'origine, du détachement en date

du réf.)

6 Institution compétente dont la législation est applicable

6.1 Dénomination: C.P.A.M. DE L'ESSONNE

6.2 N° d'identification de l'institution: 01 91.100

6.3 Adresse: SERVICE SUPPORT EXPERTISE DE LA DIRECTION DES PRESTATIONS INDIVIDUELLES

GRUPE RELATIONS INTERNATIONALES

Téléphone: ... 0160797983 Télécopieur: 0160797710..... Courriel:

Rue: BOULEVARD FRANCOIS MITTERRAND N°: Boîte:

Localité: EVRY CEDEX..... Code postal: 91039..... Pays:

6.4 Cachet **C.P.A.M. DE L'ESSONNE**
Service Support Expertise
Direction des Prestations Individuelles
Boulevard François Mitterrand
91039 EVRY CEDEX

6.5 Date:

6.6 Signature:

Véronique PICAT

INSTRUCTIONS

L'institution désignée de l'État membre à la législation duquel est soumis le travailleur remplit le formulaire, à la demande du travailleur ou de son employeur, et le remet au demandeur. Si le travailleur est détaché en Belgique, au Danemark, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, en Autriche, en Finlande, en Suède ou en Islande, elle adresse également un exemplaire du formulaire: en Belgique, à l'Office national de sécurité sociale, à Bruxelles, s'il s'agit de travailleurs salariés, à l'Institut national d'assurances sociales pour les travailleurs indépendants, à Bruxelles, s'il s'agit de travailleurs non salariés, à la Caisse de secours et de prévoyance des marins, à Anvers, s'il s'agit de gens de mer, ou au Service des relations internationales du Service public fédéral Sécurité sociale, s'il s'agit d'un fonctionnaire; au Danemark, à « Den Sociale Sikringsstyrelse » (Office national de sécurité sociale); en Allemagne, à la « Deutsche Rentenversicherung-Bund » (Fédération allemande des assurances pension), à 97041 Würzburg; en France, au Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (Claiiss), à Paris; aux Pays-Bas, à la Sociale Verzekeringsbank (Banque d'assurances sociales), à Amstelveen; en Autriche, à l'Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Union des organismes de sécurité sociale autrichiens); en Finlande, à l'Eläketurvakeskus (Centre national des retraites), à Helsinki; en Suède, au Riksförsäkringsverket (Conseil national des assurances sociales), à Stockholm; en Islande, au Tryggingastofnun ríkisins (Institut national de sécurité sociale) à Reykjavik.

Indications pour l'assuré

Avant votre départ pour aller travailler dans un État membre autre que celui dans lequel vous êtes assuré, munissez-vous du document vous permettant d'obtenir les prestations en nature nécessaires (par exemple: soins médicaux, médicaments, hospitalisation, etc.) dans le pays où vous travaillez. Si vous allez résider dans le pays où vous travaillez, faites vous délivrer un formulaire E 106 par votre institution d'assurance maladie et présentez-le le plus vite possible à l'institution d'assurance maladie compétente du lieu où vous allez travailler. Si vous séjournez temporairement dans le pays où vous allez travailler, munissez-vous de la carte européenne d'assurance maladie délivrée par votre institution d'assurance maladie (ou du formulaire E 111 si votre institution d'assurance maladie ne délivre pas encore de carte européenne d'assurance maladie compte tenu de la période transitoire dont elle dispose). Cette carte (ou le formulaire E 111) devra être présentée au prestataire de soins lorsque les prestations en nature s'avèrent nécessaires au cours de votre séjour.

Indications pour les employeurs

L'État membre qui reçoit une demande d'application des articles susmentionnés 14.1, 14 ter 1 ou 17 du règlement (CEE) n° 1408/71 doit informer l'employeur et le travailleur concernés des conditions dans lesquelles le travailleur détaché pourra continuer à être soumis à sa législation.

L'employeur doit être informé que des contrôles pourront être effectués pendant la période de détachement afin de vérifier que celle-ci n'est pas terminée. Ces contrôles pourront porter, en particulier, sur le versement des cotisations et le maintien de la relation directe. En outre, l'employeur du travailleur détaché doit informer l'institution compétente de l'État d'origine du détachement de tout changement intervenu au cours de la période de détachement, notamment:

- si le détachement demandé n'a pas eu lieu ou si la prolongation demandée du détachement n'a pas eu lieu,
- si le détachement a été interrompu, à moins que cette interruption des activités du travailleur pour le compte de l'entreprise dans le pays d'emploi ne soit de caractère purement temporaire,
- si le travailleur détaché a été affecté par son employeur auprès d'une autre entreprise dans l'État d'emploi.

Dans les deux premiers cas, il/elle doit renvoyer le présent formulaire à l'institution compétente de l'État d'origine du détachement.

Indications pour l'institution du lieu de séjour

Lorsque l'intéressé produit le document approprié (carte européenne d'assurance maladie, formulaire E 111 ou E 106), l'institution d'assurance du pays de séjour lui accorde également, à titre provisoire, les prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle. Dans ce cas, si ladite institution a besoin de l'attestation du formulaire E 123, elle s'adresse le plus tôt possible:

en Belgique, pour les travailleurs salariés, en cas de maladie professionnelle, au Fonds des maladies professionnelles, à Bruxelles, et, en cas d'accident du travail, à la compagnie d'assurances indiquée par l'employeur;

en République tchèque, à la caisse d'assurance maladie auprès de laquelle la personne concernée est assurée;

au Danemark, à l'«Arbejdsskadestyrelsen» (Conseil national pour les accidents du travail), à Copenhague;

en Allemagne, à la «Berufsgenossenschaft» (Institution d'assurance contre les accidents) compétente;

en Estonie, au « Sotsiaalkindlustusamet » (office de la sécurité sociale), à Tallinn;

en Espagne, à la «Dirección Provincial del Instituto Nacional de Seguridad Social» (Direction provinciale de l'Institut national de sécurité sociale);

en Irlande, au «Department of Health, Planning Unit» (Ministère de la santé, unité planification), à Dublin 2;

en Italie, au siège provincial compétent de l'«Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro» (INAIL) (Institut national d'assurance contre les accidents du travail);

en Lettonie, au « Valsts sociālais apdrošināšanas aģentūra » (Institution nationale d'assurance sociale), à Riga;

en Lituanie, à la « Teritorinė ligonių kasa » (Caisse régionale de maladie);

au Luxembourg, à l'Association d'assurance contre les accidents;

à Malte, à la « Diviżjoni tas-Saħħa », Triq il-Merkanti, La Valette CMR 01;

aux Pays-Bas, à l'institution d'assurance maladie compétente;

en Autriche, à l'institution d'assurance accidents compétente;

en Pologne, au bureau local du « Narodowy Fundusz Zdrowia » (Fonds national de la santé);

au Portugal, au «Centro Nacional de Protecção contra os Riscos Profissionais» (Centre national pour la protection contre les risques professionnels), à Lisbonne;

en Slovaquie, au « Sociálna poisťovňa » (bureau d'assurance sociale), à Bratislava;

en Finlande, au «Tapaturmavakuutuslaitosten Liitto» (Fédération des institutions d'assurance contre les accidents), Boulevardi 28, 00120 Helsinki;

en Suède, au «Försäkringskassan» (Office local des assurances sociales);

dans tous les autres États membres, à l'institution d'assurance maladie compétente;

en Islande, au «Tryggingastofnun íkísins» (Institut national de la sécurité sociale), à Reykjavík;
 au Liechtenstein, à l'«Amt für Volkswirtschaft» (Office d'économie nationale), à Vaduz;
 en Norvège, au «Folketrygdkontoret for utenlandssaker» (Office national des assurances sociales à l'étranger), à Oslo;
 en Suisse, pour les travailleurs salariés, à l'assureur accidents de l'employeur; pour les travailleurs indépendants, à l'assureur accidents de la personne concernée.

Lorsque le travailleur relève du régime français de sécurité sociale, la caisse compétente pour reconnaître le droit aux prestations est sa caisse d'affiliation, qui peut ne pas être celle figurant sur le formulaire E 101. Le cas échéant, la carte européenne d'assurance maladie ou le formulaire E 123 devra être demandé(e) à la caisse du lieu de résidence habituelle du travailleur.

Lorsqu'un travailleur non salarié relève d'un régime finlandais ou islandais de sécurité sociale, il est toujours nécessaire d'exiger un formulaire E 123.

Lorsqu'un travailleur qui relève d'un régime islandais de sécurité sociale subit un accident de travail ou est atteint par une maladie professionnelle, l'employeur doit toujours en informer l'institution compétente.

NOTES

- (1) Sigle du pays auquel appartient l'institution qui remplit le formulaire: BE = Belgique; CZ = République tchèque; DK = Danemark; DE = Allemagne; EE = Estonie; GR = Grèce; ES = Espagne; FR = France; IE = Irlande; IT = Italie; CY = Chypre; LV = Lettonie; LT = Lituanie; LU = Luxembourg; HU = Hongrie; MT = Malte; NL = Pays-Bas; AT = Autriche; PL = Pologne; PT = Portugal; SI = Slovénie; SK = Slovaquie; FI = Finlande; SE = Suède; UK = Royaume-Uni; IS = Islande; LI = Liechtenstein; NO = Norvège; CH = Suisse.
- (2) Indiquer tous les noms dans l'ordre de l'état civil.
- (3) Indiquer tous les prénoms dans l'ordre de l'état civil.
- (4) Pour les travailleurs soumis à la législation espagnole, indiquer le numéro de sécurité sociale. Pour les besoins des institutions maltaises, indiquer, s'il s'agit d'un ressortissant maltais, le numéro de carte d'identité et, s'il ne s'agit pas d'un ressortissant maltais, le numéro de sécurité sociale maltais. Pour les travailleurs soumis à la législation polonaise, indiquer les numéros PESEL et NIP ou, à défaut, la série et le numéro de la carte d'identité ou du passeport. Pour les besoins des institutions slovaques, indiquer le numéro de naissance slovaque, le cas échéant.
- (5) Veuillez indiquer le maximum d'informations permettant d'identifier l'employeur ou l'entreprise du travailleur non salarié.
 Dans le cas d'un navire, indiquer son nom et son numéro d'enregistrement.
 Pour la Belgique, indiquer, pour les travailleurs salariés, le numéro d'entreprise et, pour les travailleurs non salariés, le numéro de TVA.
 Pour la République tchèque, indiquer le numéro d'identification (IČ).
 Pour le Danemark, indiquer le numéro de TVA.
 Pour l'Allemagne, indiquer le «Betriebsnummer des Arbeitgebers».
 Pour l'Espagne, indiquer le «Código de Cuenta de Cotización del Empresario CCC» (code de compte de cotisation de l'employeur).
 Pour la France, indiquer le numéro SIRET.
 Pour l'Italie, indiquer si possible le numéro matricule de l'entreprise.
 Pour le Luxembourg, indiquer le matricule employeur de la sécurité sociale et, pour les travailleurs non salariés, le numéro de sécurité sociale (CCSS).
 Pour la Hongrie, indiquer le numéro d'enregistrement à la sécurité sociale de l'employeur ou, pour les travailleurs non salariés, le numéro d'identification d'entreprise privée.
 Pour la Pologne, indiquer le numéro NUSP, lorsqu'il y en a un, ou les numéros NIP et REGON.
 Pour la Slovaquie, indiquer le numéro d'identification (IČO).
 Pour la Slovénie, indiquer le numéro de matricule de l'employeur ou du travailleur non salarié.
 Pour les travailleurs soumis à la législation finlandaise en matière d'accidents du travail, veuillez indiquer le nom de l'institution d'assurance accidents compétente.
 Pour la Norvège, indiquer le numéro de l'organisation.